



**ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2015**

# La majorité des candidats se déclarent opposés à la libéralisation des marchés

**Sur les 600 prétendants à un siège au Parlement fédéral ayant participé au smartvote de l'ASSAF-Suisse, 70% se disent opposés à la libéralisation des marchés. Ce refus est encore plus marqué en Suisse romande.**

L'ouverture des frontières et la suppression des barrières douanières représentent un thème de constante actualité dans la politique agricole. Une modification de la protection à la frontière aurait des conséquences immédiates sur les prix aux producteurs. L'ASSAF-Suisse a désiré connaître la position des candidats au Conseil national et au Conseil des Etats sur différents sujets liés à la libéralisation des marchés agricoles.

A ce jour, près de 600 prétendants au Parlement fédéral ont répondu à l'enquête smartvote de l'ASSAF-Suisse comprenant 15 questions. En Suisse romande, 253 candidats de tous partis et cantons ont participé. Les résultats ont été analysés et permettent une prise de température actuelle du monde politique sur les questions de libéralisation des marchés agricoles.

**ALEA, un projet politiquement mort**

L'accord de libre-échange agroalimentaire (ALEA) avec l'Union européenne est un projet à mettre aux oubliettes selon l'avis de 418 candidats, qui représentent 70% des votes sur le plan national: 240 candidats marquent une opposition ferme à ce projet et 178 une opposition plus modérée. En Suisse romande, l'opposition est plus marquée par rapport à la moyenne suisse avec 77% d'avis défavorables.

**L'ouverture de la ligne blanche est rejetée par 76% des 600 candidats qui ont répondu au smartvote**

Les candidats de Suisse romande sont plus prudents en matière de libéralisation des marchés agricoles. Cette conclusion se confirme pour les questions portant sur l'ouverture de la ligne blanche (marché laitier), l'exclusion de l'agriculture des accords de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et la protection à la frontière.

Ce résultat est surprenant car les Romands s'étaient montrés plus ouverts par rapport à l'Union européenne que les Alémaniques, par exemple en 1992 lors de la votation sur l'Espace économique européen (EEE). Le résultat de l'enquête pourrait s'expliquer par

la présence de grands centres économiques et urbains en Suisse allemande, comme Zurich, Saint-Gall ou Bâle. Les candidats proches de l'industrie craignent que l'agriculture bloque des accords de libre-échange.

L'ouverture du marché laitier est rejetée de manière plus marquée que l'accord de libre-échange agroalimentaire avec l'UE. En Suisse romande, 84% des participants y sont opposés.

**PLR et Verts libéraux favorables à l'ouverture**

L'analyse des résultats en Suisse romande par parti politique donne une image sans équivoque. L'Union démocratique du centre (UDC), l'Union démocratique fédérale (UDF), les Verts et le Parti bourgeois démocratique (PBD) sont clairement défavorables à un accord de libre-échange agroalimentaire avec l'Union européenne ainsi qu'à une libéralisation du marché laitier (ouverture de la ligne blanche).

Une légère majorité de 55% des candidats du Parti libéral-radical (PLR) et 59% des Verts libéraux (VL) plébiscitent un accord de libre-échange avec l'UE. Les candidats VL sont même favorables à l'ouverture de la ligne blanche, qui fait encore 40% d'adeptes auprès du PLR. Les candidats du Parti socialiste (PS), soit 24 candidats sur 36, s'opposent à un accord de libre-échange avec l'UE. L'opposition du PS à l'ouverture de la ligne blanche est encore plus marquée.

Au sein du Parti démocrate-chrétien (PDC), l'ALEA avec l'UE fait encore 39% d'adeptes (voix favorables et plutôt favorables). L'opposition à l'ALEA n'est pas très marquée, seulement 13% des candidats PDC ayant participé au sondage sont clairement opposés. En Suisse romande, 48% des candidats PDC sont «plutôt contre» cet accord. Cette différence par rapport aux autres partis rappelle peut être l'origine de ce projet, promu par la conseillère fédérale PDC Doris Leuthard.

**Acquis à la cause du secteur agricole**

Une légère majorité de candidats et des partis politiques s'expriment favorablement à une exclusion du dossier agricole des futurs accords OMC, soit 56% sur le plan suisse et 62% en Suisse romande. Les candidats issus du PDC, des Verts libéraux et du PLR s'y opposent.

A la question: «Lors de la conclusion de tels accords, les intérêts de l'industrie exportatrice doivent-ils primer sur la volonté de maintenir une agriculture productrice en Suisse?», 78% des 600 participants à l'enquête répondent non ou plutôt non. En Suisse romande, même 83% des parti-

**Profil politique agraire des candidats**

En collaboration avec smartvote, l'ASSAF-Suisse dresse un profil de politique agraire des candidats aux élections du Parlement fédéral 2015. Tous les candidats ont été appelés à répondre à 15 questions portant notamment sur le libre-échange, les initiatives populaires en cours et l'orientation des paiements directs. A ce jour, près de 600 candidats au Conseil national ou au Conseil des Etats ont répondu aux quinze questions de l'ASSAF-Suisse. A l'aide des réponses, un graphique comprenant les axes «Taux d'autoapprovisionnement élevé», «Renforcement de la fonction productrice», «Protection du paysage et des ressources» et «Libéralisation du marché» a été élaboré. Vous trouverez l'ensemble des réponses des candidats et le profil sous forme graphique sur le site internet [www.assaf-suisse.ch](http://www.assaf-suisse.ch). Il est possible de filtrer les résultats par canton ou de rechercher un candidat particulier. L'ASSAF-Suisse publiera dans *Agri* du 2 octobre 2015 un classement des candidats, basé sur une comparaison des positions des candidats à celles de l'ASSAF-Suisse. DR

cipants ne veulent pas sacrifier l'agriculture au bénéfice de l'industrie. Cette question fait l'unanimité au sein des partis.

**Position à confirmer**

Les résultats de l'enquête de l'ASSAF-Suisse auprès des candidats donnent une image peut-être un peu trop rassurante du paysage politique. La majorité des prétendants à un siège à Berne seraient opposés à la libéralisation des marchés. Il ne faut cependant pas se leurrer. Les intentions des candidats restent à prouver lors des décisions qui seront prises pendant la prochaine législature. La défense professionnelle du secteur agricole ne manquera pas de rappeler aux candidats les promesses engagées lors des présentes élections.

DAVID RUETSCHI, ASSAF-SUISSE

**Votre avis**

*Les enquêtes smartvote, notamment celle de l'ASSAF-Suisse, sont-elles un instrument valable pour sélectionner les candidat(e)s au Parlement?*

**Votre réponse**  
journal@agrihebdo.ch  
Fax 021 613 06 40

